



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 2790

Texte de la question

PLAN DE SAUVETAGE DE L'IRLANDE

M. le président. La parole est à M. Jacques Desallangre, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jacques Desallangre. Madame la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, au bord de la faillite, l'Irlande, par la voix de ses dirigeants, a appelé l'Union européenne à l'aide. Ainsi se décompose le visage du modèle ultra-libéral qu'avec arrogance vous montriez hier en exemple aux Français : qu'il était beau à vos yeux le *dumping* fiscal pour attirer les entreprises ; qu'il était beau le *dumping* social pour échapper aux mécanismes de solidarité en sacrifiant nos emplois. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Hier, vous raillez ces Français incapables de comprendre la beauté et l'efficacité du moins d'État, moins de réglementation, moins d'impôt pour les plus riches, moins de solidarité pour les plus modestes, et plus de marché sans règles pour tous.

Aujourd'hui, dans le paradis d'hier, c'est la hausse de la TVA, la baisse du salaire minimum, la réduction de l'indemnisation des chômeurs, la baisse des dépenses sociale et de santé, la baisse des salaires et des retraites !

Les banques, sauvées hier par l'argent public, spéculent aujourd'hui contre les États au risque de les mettre en faillite, et les mêmes qui vantaient avec vous les mérites du modèle libéral de flexibilité en appellent maintenant à la solidarité européenne. Et vous ne dites pas non ! Non ! tant qu'un rééquilibrage en matière de fiscalité, de droit du travail et de protection sociale n'aura pas été effectué ; non ! tant que la nocivité des agences de notation et des banques n'aura pas été jugulée par une réglementation draconienne.

Madame la ministre, les expériences ultralibérales que vous défendez ont échoué. Acceptez enfin de reconnaître que le social n'est pas l'ennemi de la croissance, mais qu'il en est au contraire l'un des piliers sans lequel l'édifice s'effondre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député, à l'occasion de la crise irlandaise qui a éclaté le 22 novembre, lorsque ce pays a demandé aux États membres de l'Union européenne de manifester leur solidarité, il est apparu que cette crise était non seulement budgétaire mais bien plus encore bancaire.

Le 28 novembre, l'ensemble des États membres ont fait preuve de solidarité...

M. Jean-Pierre Brard. Avec les banques !

Mme Christine Lagarde, *ministre*. ...pour répondre aux besoins de l'Irlande à travers le mécanisme d'assistance européen, avec le Fonds européen de stabilité financière au sein de la zone euro, et avec le Fonds monétaire international, évidemment partie à ce plan de soutien.

Monsieur Dessalange, vous incriminez les banques et vous avez raison. ("*Ah !*" sur les bancs du groupe GDR.)

M. Jean-Pierre Brard. Alors que faites-vous ?

Mme Christine Lagarde, *ministre*. Parce que les banques irlandaises ont largement concentré leurs actions sur un secteur clef en Irlande : celui de l'immobilier. Or ce secteur a dû décoter de manière violente et brutale

l'ensemble des actifs sous-jacents des activités de prêt qui avaient été engagées.

Dans le cadre du mécanisme de solidarité, qu'avons-nous demandé à l'Irlande ?

Premièrement, une restructuration du système bancaire, qui a amené à une quasi-nationalisation de trois des grandes banques irlandaises. Il en est résulté un appauvrissement immédiat de l'ensemble des actionnaires précédents : perte de 95 % des valeurs.

Deuxièmement, une restructuration de la dette subordonnée, déjà réalisé à 80 %.

Par conséquent, vous le voyez, tant les actionnaires qu'un certain nombre des prêteurs ont dû apporter leur écot au plan de sauvetage conjointement mis en place par le Fonds monétaire international, par l'Europe et par les États membres de la zone euro.

Par ailleurs, non ! le social n'est pas l'ennemi de la croissance. J'en veux pour preuve qu'à l'occasion du G20, qui commence d'ores et déjà, le Président de la République a demandé à l'ensemble des organisations syndicales de participer, sous l'autorité de Xavier Bertrand, qui convoque à cet effet un sommet des ministres de l'emploi, à l'étude des questions relatives à la croissance et à l'emploi. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jacques Desallangre](#)

Circonscription : Aisne (4^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2790

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 décembre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 décembre 2010